L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux No 73, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS

DIMANCHE, 26 JANVIER 1885.

DISCOURS DE M. JULES FERRY, PRÉSIDENT DU CONSEIL, DANS LA QUESTION DE L'AMBASSADE PRÈS LE SAINT SIÈGE.—M. le président du conseil—Messieurs, pas plus que l'honorable M. Madier de Montjau, je ne veux ramener les idées discordantes qui ont véritablement épuisée par les longs et brillants débats que on même amendement a soulevés ici depuis huit jours ans. Je veux seulement, répondant aux protestations et aux déclarations de tout à l'heure, commencer et du rapporteur de la commission du budget de l'année dernière, l'honorable M. Spuller, rappeler très brièvement à la chambre, sans les développer, les raisons pour lesquelles une considération pour laquelle je maintiens de l'ambassade du Vatican est absolument nécessaire à la gestion, 538 seulement de nos intérêts religieux, mais encore de nos intérêts politiques.

Pour ma part, c'est qu'il est manifeste que le retrait de l'ambassadeur emporterait de fait la dénonciation du Concordat. [Interruptions à l'extrême gauche.]

M. le comte de Douville Maillefeu.—Et bien! ce ne serait pas et mauvais.

M. le président du conseil.—Je ne crois pas que la France soit mûre pour cette grande révolution, je ne crois pas qu'elle la désire, et je crois que les élections prochaines vous montreront à quel point l'opinion publique est loin de se soucier de cette question. [Nouvelles protestations sur les mêmes bancs.]

Mais ce n'est là, permettez moi de le dire, qu'un côté de la question. Il ne s'agit pas seulement d'avoir un ambassadeur à Rome pour veiller à l'apaisement des conflits, si nombreux de notre temps, que suscitent la rivalité et l'opposition de principes et de vues du pouvoir religieux et du pouvoir civil; mais il y a des intérêts publics de l'ordre le plus pratique, le plus temporel, le plus matériel, pourrais-je dire, qui réclament énergiquement le maintien de l'ambassade du Vatican.

Abandonner l'ambassade, ce serait abandonner ici même encore ce protectorat des établissements religieux, qui s'exerce par l'intermédiaire